Pf° 412
29 SEP. 1977

OMAN en lutte

Organe du Comité de soutien à la révolution en Oman

N°5 SEPTEMBRE 1977 BIMESTRIEL PRIX : 1 F

OMAN, BAHREIN : LA LUTTE CONTINUE

Les opérations militaires du F.P.L.O. se poursuivent au Dhofar

EDITORIAL

UN BILAN DU F.P.L.O.

Depuis deux ans, les événements ont démenti la belle assurance de M. Callaghan et du sultan qui avaient cru pouvoir annoncer en décembre 1975 l'écrasement de la révolution omanaise. Le rythme réduit mais régulier des opérations militaires lancées au Dhofar par le Front populaire de libération d'Oman oblige l'état-major britannique à repousser sans cesse dans le temps le jour du dernier quart d'heure de la lutte de libération. Qaïs al-Zawawi, ministre des Affaires étrangères du sultan a parlé pudiquement dès août 1976 de l'existence de « poches de résistance » **et le sultan s'est inquiété quelques mois plus tard du** « maintien d'une présence marxiste » **à Oman. C'est là l'aveu éclatant que le F.P.L.O. continue à posséder une capacité offensive, aveu qui va à l'encontre des clichés optimistes du début de 1976 où l'on assurait à Mascate qu'il ne subsistait que** « quelques maquisards traqués », **condamnés à se rendre où à se jeter tels des insectes aveugles dans les lignes fortifiées qui quadrillent le Dhofar. Témoin de cette capacité offensive, l'opération militaire menée le 8 juin dernier dans laquelle un convoi ennemi a été détruit.**

Cependant les effectifs et les moyens engagés contre le F.P.L.O. ont, semble-t-il, permis de porter de rudes coups à l'organisation politique, économique, sociale et militaire mise en place dès 1968 dans les zones libérées. Dans un « message aux camarades en armes » **lancé à l'occasion du 12e anniversaire de la révolution, Abdel Aziz al-Qadhi, l'un des dirigeants de la première heure de la lutte armée, admettait la** « perte de la région ouest » **du Dhofar, où se trouve actuellement stationné le gros du corps expéditionnaire iranien. Dans les villes et les villages des autres régions, l'omniprésence des forces ennemies a réduit les maquisards à l'action clandestine ou semi-clandestine. Les rapports sociaux semblent néanmoins être souvent régis, ouvertement ou non selon les cas, à la lettre ou dans l'esprit des lois établies par le Front.**

« Bien peu de révolutions ont eu à faire face à autant de difficultés que la révolution omanaise, par exemple en ce qui concerne le faible nombre de la population, le degré d'arriération, le statut tribal, l'absence de voies de communication et l'analphabétisme généralisé », **a déclaré Abdul Aziz al-Qadhi.** « Et pourtant le régime de Quabous ne peut se maintenir que grâce à la protection des troupes étrangères. Au Vietnam ou à Oman, c'est le même impérialisme qui ne recule devant rien

suite page 2

L'OGRE ET LA PIEUVRE

« *Pour agir conséquemment à l'extérieur, nous devons être capables de former des coalitions d'intérêt commun. Les groupements régionaux soutenus par les Etats-Unis devront supporter l'essentiel de la responsabilité de leur voisinage, les Etats-Unis étant chargés plus de la coordination globale que de la direction de chaque entreprise* », écrivait en 1968 Henry Kissinger. Un an plus tard, avec l'arrivée de Richard Nixon à la Maison Blanche, allait être formulée la « *doctrine Nixon* ». Celle-ci encourage la création de gendarmes régionaux prenant en charge la défense des intérêts impérialistes, les Etats-Unis ne garantissant formellement les régimes *alliés* ou « *dont la survie est vitale pour leur sécurité* » que contre les menaces d'attaque par une « *puissance nucléaire* » (prudence après le Vietnam... !). La *doctrine Nixon* prévoit la constitutionnalisation des monarchies absolues. Elle accorde une certaine autonomie d'action à ces régimes — « *passage d'une mission paternaliste* pour *les autres à une mission coopérative* avec *les autres* » (4e rapport Nixon au Congrès, mai 1973). Elle prône le développement et la « *nationalisation* » des appareils répressifs (« *Laissons les Asiatiques combattre les Asiatiques* »).

Le Chah avait saisi la balle au bond. Il se montra rapidement le disciple zélé de cette *doctrine* qui permettait à la fois de renforcer la prédominance politique, économique et militaire américaine dans le golfe, d'asseoir son régime, de forger une idéologie impériale chauvine et de développer une formidable machine militaire pour alimenter ses rêves de grandeur. Il déclara en mai 1973 : « *L'Europe occidentale, les Etats-Unis et le Japon considèrent le Golfe comme faisant partie intégrante de leur sécurité sans pourtant être en mesure d'assurer cette sécurité. C'est pourquoi nous le faisons pour eux.* » Il ne tolèrerait pas qu'un régime progressiste remplace les monarchies arabes et défendrait celles-ci « *si elles l'appelaient à l'aide* ».

C'est pour sanctionner cette hégémonie iranienne et pour légaliser d'ultérieures opérations contre-révolutionnaires dans le Golfe que fut lancée, dès 1974, l'idée d'un *Pacte de sécurité régional*.

Un tel pacte, selon les vues impérialistes, devrait constituer un prolongement du CENTO (Organisation du traité central, auquel participent l'Iran, la Turquie, le Pakistan, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne) et posséder une force d'intervention propre capable de réprimer tout mouvement populaire au sein des pays membres. L'Iran étant donné son poids dans le Golfe, assurerait la direction d'un commandement unifié qui jouirait de larges prérogatives.

On pensait à Téhéran que la participation de tous les Etats du Golfe — et en particulier de l'Irak — était une condition nécessaire au succès d'un projet qui put être relancé à la suite de la détente irano-irakienne survenue en mars 1975. De grandes manœuvres diplomatiques commencèrent. Elles aboutirent, le 25 novembre 1976, à la réunion à Mascate d'une conférence des ministres des Affaires étrangères des Etats riverains du Golfe. Dans son discours d'ouverture, le sultan esclavagiste Quabous tint à justifier la présence des forces d'occupation iraniennes en Oman : « *Le sultan est en première ligne pour la défense du Golfe. S'il tombe, le reste des Etats de la région sera menacé d'invasion ou de domination communiste.* »

Chacun développa ensuite ses vues sur la question de la sécurité dans le Golfe. Pour le sultanat, cheval de Troie iranien parmi les Etats arabes, il fallait établir un pacte militaire intégré. L'Irak refusant cette idée, proposa qu'en cas de menace sur un Etat du Golfe, une réunion convoquée d'urgence délibère à

suite page 4

Bibliothèque de Sciences Po

LA SOCIETE DU SULTAN

Faste pour certains, misère et répression pour la plupart

Oman est le paradis des affairistes et des conseillers véreux. Un ministre fait entrer dans son administration les membres de sa famille ou ses amis. Il est de règle que le sultan choisisse ses ministres parmi les hommes d'affaires, à moins qu'ils ne le deviennent une fois en poste. Ainsi Saïd Hamid ben Hamoud, genre de ministre du protocole, est également courtier et représentant de plusieurs compagnies étrangères. Le cas le plus célèbre étant celui de Qais al-Zawawi qui était avant qu'il ne laisse une partie de la gestion de ses affaires à son frère pour pouvoir devenir ministre des Affaires étrangères, représentant à Mascate de Mercédès et de plusieurs firmes.

On comprend comment les fortunes peuvent se faire rapidement : la banque centrale d'Oman a estimé à 130 millions de dollars les transferts privés de capitaux à l'extérieur du pays pour les dix premiers mois de 1975...

Le sultan n'est pas le dernier à profiter de la situation : son palais à Mascate à coûté 15 millions de dollars. « Newsweek » signalait récemment qu'il avait affretté un Boeing 747 pour ramener quelques « petites emplettes » des Etats-Unis d'un montant de 1,5 million de dollars...

Au-delà de ces extravagances, l'examen du budget révèle les aberrations de « l'économie » omanaise. Un déficit chronique : 108 millions de rials omanis en 1975 (346 millions de dollars), 155 millions en 1976. Le déficit est comblé par les emprunts et les dons : en 1975, c'est près de 200 millions de dollars que le sultanat a reçu de la seule Arabie saoudite. Sur l'ensemble du plan quinquennal qui doit se terminer en 1980, le budget de « défense » engloutira près de 50 % des revenus pétroliers (60 % en 1976), revenus qui représentent plus de 90 % des ressources du pays... Le sultanat est en train de se constituer un formidable arsenal militaire : Quabous vient d'acquérir de la British Aircraft Corporation un système de défense aérienne intégré comprenant radars, missiles, avions, installations au sol pour un coût total de 300 millions de livres sterling. Avec les conseillers et instructeurs que cela suppose, on voit que le sultanat n'a vraiment pas les moyens de se passer de la tutelle britannique... Dans le domaine des dépenses, rappelons que la base de Thamrit a coûté 145 millions de dollars : le ciment a été importé... d'Alaska pour que cette base soit livrée dans les délais à l'armée iranienne. Les richesses ainsi dilapidées représentaient pour Oman un espoir important. Contrairement aux autres Etats pétroliers de la région, les réserves pétrolières du sultanat vont vers un épuisement rapide. Après avoir atteint un niveau record fin 75 la production a commencé à baisser en 1976.

Et le « miracle économique » dans tout cela ? Le luxe des hôtels et des résidences est une insulte pour le peuple. Les logements « sociaux » dont le régime se vante sont en fait de sinistres baraquement groupés en bidonvilles. Dans la région de Mascate, ce sont des casernes pour la main-d'œuvre à bon marché des sociétés étrangères, dans celle de Salalah, ce sont des centres de regroupement et de **« protection »** de la population.

La répression est omniprésente. Chaque ville possède plusieurs prisons, et il n'en faut pas beaucoup pour y être jeté : la police dépend directement de l'armée et l'appareil judiciaire n'a aucune indépendance des autorités centrales. Il n'y a pas de lois à proprement parler. Tout appel est pratiquement exclu, puisque c'est la police qui mène les opérations et signale au gouverneur de la ville que telle personne a été arrêtée parce qu'elle aurait commis tel ou tel « méfait ».

Pour les 80 % de la population qui, ne résidant pas dans la zone économique de Mascate-Matrah, conservent un mode de vie rural, l'inflation qui frappe les produits finis n'est pas compensée par une augmentation des revenus de l'agriculture dont les moyens restent très rudimentaires. L'apauvrissement des petits paysans va de pair avec la confiscation des meilleures terres par des grandes sociétés agricoles à capitaux privés. Dans les villes et les campagnes, des équilibres se rompent, les conditions de vie de la majorité se dégradent au profit de la petite minorité qui s'engraisse à l'ombre de l'occupation étrangère.

EDITORIAL

suite de la page 1

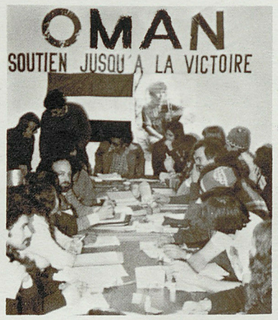
pour protéger ses intérêts : répression, terrorisme, assassinats collectifs mais aussi démocraties factices, dirigeants pantins, corruption. Le vrai héros demeure le peuple et un peuple, aussi petit soit-il, peut mettre en échec la puissance de l'impérialisme et de la réaction s'il adopte une ligne politique correcte et se donne une direction appropriée. La révolution du 9 juin, sous la direction du Front populaire de libération d'Oman, s'est trouvée confrontée à des circonstances peu ordinaires mais aussi à des crises internes aiguës. Elle a cependant ces douze ans prouvé qu'elle pouvait surmonter ces crises et ces difficultés. Reconnaître ses erreurs n'est pas une chose négative mais utile. Nous avons fait des erreurs dans notre tactique politique, dans nos tactiques et notre organisation militaires, dans le choix de nos mots d'ordre. Nous ne nous sommes pas donnés les moyens pratiques de réaliser le front uni et les alliances que nous avions choisies, ni le lien entre les différentes formes de lutte. Nous nous sommes souvent trompés dans l'établissement des règles de fonctionnement à l'intérieur du Front. Nous ne prétendons pas ne jamais faire d'erreurs et nous n'avons pas honte d'exposer celles-ci et de reconnaître nos insuffisances face à nous-mêmes, à nos masses et à nos alliés véritables. Mais nous n'oserions plus vivre si nous devions transiger sur nos principes et dénaturer notre combat. Nous lutterons contre nos erreurs et contre les ennemis de notre patrie jusqu'à la victoire complète de la révolution. (...) » « Nous avons pris cette décision, rejetant aussi bien les compromis que l'aventure ou les actions suicidaires. Nous adoptons le mot d'ordre : lutter pour nous reconstruire idéologiquement, politiquement et militairement afin de continuer la guerre révolutionnaire. » **Après avoir constaté que les organes d'information gouvernementaux présentaient comme** le don du sultan **la réalisation de projets de développement financés en fait par les richesses nationales (ou la part qu'il en reste après qu'aient été prélevés les tributs au sultan, à la corruption, aux firmes et à la guerre étrangères), le dirigeant omanais a prédit que les puissances tutrices et le sultan n'hésiteraient pas à faire** « beaucoup plus » **pour maintenir leur domination, ajoutant :** « Nous avons l'impression que plus nous les combattons, plus ils sont forcés de concéder des réformes et des réalisations à notre peuple. » (...) Et une chose ne doit être ignorée ni de nous ni de Qabous et ses maîtres : nous avons appris de nombreuses leçons et il y a derrière nous une très riche expérience combattante... Notre peuple est toujours avec nous, ouvertement ou secrètement. **Affirmant que le F.P.L.O. était maintenant** « plus prévenu et plus vigilant à l'égard des méthodes de lutte contre-insurrectionnelle et de guerre psychologique qui sont en fait bien plus dangereuses que la confrontation directe avec l'ennemi », **Abdul Aziz Al-Qadhi a rappelé que** « luttant pour la cause de la liberté et de la justice », **le Front reçoit l'appui** « des régimes socialistes et progressistes, des organisations démocratiques et progressistes ainsi que des comités de soutien du monde entier.

Un plan de travail pour la solidarité

Notre comité a été co-organisateur de la 3e Conférence internationale des comités de soutien à la révolution omanaise, qui s'est tenue à Paris en février 1977. Les représentants de près de 20 comités d'Europe et des Etats-Unis ont participé aux travaux de cette conférence à laquelle assistaient également des représentants du Front populaire de libération d'Oman et du Front populaire de Bahrein.

Dans son rapport, un représentant du F.P.L.O. a déclaré : *« Le soutien que vous développez joue un grand rôle, car il renforce la détermination de notre peuple en lui faisant comprendre qu'il n'est pas seul face à ses ennemis, supérieurs en nombre et en équipement ».*

Le camarade omanais a dénoncé le projet de pacte de sécurité dans le Golfe comme une application de la doctrine Nixon et souligné le lien existant entre les tentatives impérialistes d'écraser la révolution en Palestine et au Liban, et celles en Oman et dans le Golfe. Il a aussi estimé que face à la coalition réactionnaire et impérialiste existant au Moyen-Orient, la riposte passe par le renforcement de l'unité militante des forces révolutionnaires, arabes et iraniennes.



Un plan de travail commun aux comités participant à la conférence a été établi. Des mesures concrètes, organisationnelles et politiques ont été prises afin de mettre sur pied des campagnes de solidarité sur les plans politique, matériel et médical et sur celui de la défense des prisonniers politiques.

La déclaration finale issue de la conférence traçait le cadre général de ces campagnes : *« Les tâches pour les organisations de solidarité sont claires. D'abord nous devons construire un soutien large en étendant la masse et la qualité de l'information politique sur le F.P.L.O. et sur l'ensemble du mouvement révolutionnaire dans le Golfe. Ensuite nous avons le devoir internationaliste de dénoncer les manœuvres en Oman de nos pays respecifs et l'action de leurs trusts et de nous y opposer. Nous devons enfin utiliser toutes les ressources disponibles pour fournir une aide matérielle au peuple omanais et à son organisation combattante, le F.P.L.O. »*

Luttes populaires et répression à Bahrein

FAUSSE SORTIE U.S. DE JUFAIR

L'accord entre Bahrein et les Etats-Unis sur l'utilisation de la base de Jufair par la marine U.S. étant venu à expiration le 30 juin dernier, des bruits avaient couru sur un retrait américain de la base... Il n'en est rien : Le nouveau contrat qui prévoit une diminution de l'activité de la base accorde toujours aux navires de guerre U.S. les mêmes facilités, ainsi que l'utilisation par l'armée américaine de l'important centre de télécommunications.

Si Bahrein a toujours un intérêt stratégique pour l'armée américaine, cet intérêt est moins important depuis que la grande-Bretagne a cédé aux Etats-Unis la base navale située dans l'île omanaise de Massirah.

On ne peut pas comprendre le caractère de la répression qui s'abat sur le peuple de Bahrein si on ne replace pas cette répression dans son contexte d'ensemble.

Avant d'être autrefois le centre de l'administration coloniale britannique pour le Golfe, Bahrein était un centre commercial et économique (pêche, agriculture) vital pour la région. En outre, c'est dès 1933 que le pétrole a commencé à y être exploité — bien avant les autres pays de la région, Iran excepté. C'est ainsi que Bahrein a connu très tôt, avec le développement dans les années trente d'une classe ouvrière, des structures sociales avancées.

Le mouvement populaire allait donc prendre de l'essor en adoptant pour cible le colonialisme britannique, les grandes compagnies américaines (BAPCO pour le pétrole et plus tard ALBA pour le traitement de l'aluminium), qui se servaient du féodalisme local comme d'un paravent.

En 1954-56, un large mouvement national, encore marqué par le réformisme, avança des exigences démocratiques. Et pour la première fois la classe ouvrière avait ses propres revendications en demandant la reconnaissance des droits syndicaux. Dès lors son rôle dirigeant dans le mouvement s'affirma. Le colonialisme britannique n'allait pas tarder à réagir et en 1956, ce fut la répression impitoyable du mouvement de masse. Le travail syndical n'en continua pas moins de façon clandestine.

En 1965, commencé par la lutte des travailleurs de la BAPCO qui s'étaient mis en grève contre des licenciements, le mouvement prenait un caractère nettement anti-impérialiste et visait les compagnies étrangères et l'administration coloniale. La vague de terreur et d'arrestation fut telle que l'ONU vota une résolution...

L'indépendance formellement accordée par la Grande-Bretagne en 1971 à ses anciens protectorats du Golfe, n'allait pas signifier la fin de la présence impérialiste — britannique et américaine — à Bahrein : compagnies et banques étrangères, bases militaires, conseillers et officiers britanniques encadrant l'armée et la police. Aussi, dès lors que le mouvement de masse prit de l'ampleur, la constitution, le parlement, toute la façade démocratique cédèrent ouvertement la place aux emprisonnements politiques, à la torture qui en fait n'avaient jamais cessé. Dès 1971 et surtout en 1972-74, le mouvement revendicatif devint actif. D'abord ce fut la lutte pour la reconnaissance des droits syndicaux, puis de nombreuses grèves, notamment celle des ouvriers d'ALBA sur les conditions de travail et les salaires. Les autres couches sociales — surtout les étudiants et les professeurs — entrèrent en lutte. C'est dans ce cadre qu'en 1973, huit députés progressistes furent élus au premier parlement. C'est aussi dans ce cadre qu'après une vague d'arrestations en 1974, les forces féodales firent le coup de force du 23 août 1975 : parlement dissous, constitution suspendue, état d'exception, nouvelle vague d'arrestations — y compris des députés. Depuis lors, c'est le règne de l'arbitraire, arbitraire qui n'a pas arrêté cependant le mouvement national : le 1er mars 1976 une grève générale paralysait Bahrein. Les prisonniers politiques eux-mêmes, avec leurs moyens — grève de la faim, pétitions — luttent pour leurs droits les plus élémentaires.

Si l'histoire et les traditions de Bahrein sont originales, la tactique des classes dominantes par contre est banale : en septembre 1976 à Koweit, la façade démocratique tombait également. Ce sont là des facteurs importants de l'évolution de la situation dans la région.

UN PROCES... PARMI D'AUTRES !

Conclusion d'un procès où le procureur général et la Branche spéciale se sont particulièrement acharnés contre le mouvement national en général et le Front Populaire de Bahrein en particulier, le verdict suivant fut rendu le 16 janvier 1977 :

Ali Mohamed Taher et Ibrahim Marhoun condamnés à mort et Ali Fallah condamné à la prison à vie.

DES INSTRUMENTS DE REPRESSION

— La Branche spéciale : c'est la toute puissante police secrète actuellement dirigée par l'officier britannique Henderson. C'est elle qui a assassiné l'an dernier les deux patriotes Mohamed Ghaloum et Said al Awainiti, morts sous la torture.

— La nouvelle « Loi de sécurité d'état ». Sa promulgation fut en août 75 le prétexte de la dissolution du parlement qui avait refusé de la voter. C'est l'état d'urgence légalisé : par exemple un prisonnier peut attendre un jugement pendant trois ans !

— Les principales prisons de Bahrein :

— le fort d'Al Qalaa (dans la capitale, Manama) ;
— l'île de Jidda ;
— la prison d'Al Khamis ;
— le camp de police de Safra ;
— les postes de police de Rifaa, Zallaq, Mina Salman, Muharraq, Bab el Bahrein, Qudaibia ;
— la prison de l'aéroport de Muharraq.

TEMOIGNAGE

En général les services secrets essaient de se montrer discrets. La plupart du temps, personne ne sait ce qui se passe au moment d'une arrestation. Les services secrets arrivent en voiture banalisée qu'ils garent à une centaine de mètres de la maison. Un officier descend, va chercher la personne en question. Parfois cette personne peut retourner chez elle, parfois elle est emmenée pendant des mois, des années.

De plus en plus souvent maintenant, la police arrive avec une ou deux Jeeps, avec parfois plusieurs voitures banalisées. Elles prennent position autour de la maison tandis qu'un officier accompagné de quelques hommes va frapper à la porte en annonçant une perquisition. Si on n'ouvre pas assez vite, la porte est défoncée. Ce type d'arrestations s'effectue après minuit, souvent vers 4 heures du matin.

Lors de la campagne d'arrestations du 25 juin 1974, on montra à de nombreux prisonniers des mandats ronéotés sur lesquels leur nom avait été rajouté à la main. Le juge avait dû signer des mandats qui avaient été remplis plus tard suivant les besoins.

Les cellules de mise au secret ont des degrés dans la dégradation des conditions de détention. Celles connues comme numéro un sont les pires du point de vue de l'hygiène. Les W.C. de la police, situées au-dessus en rendent l'odeur la plus nauséabonde. L'eau (l'urine) tombe goutte à goutte, à longueur de journée.

Bibliothèque de Sciences Po

L'OGRE ET LA PIEUVRE

suite de la page 1

l'unanimité de l'attitude à adopter. Bagdad réclama aussi le retrait des forces iraniennes d'Oman et des îles arabes du Golfe (sujet que le sultanat se refuse à discuter), et le libre passage pour toutes les flottes dans le détroit d'Hormouz. Pour Koweit, le cheikh Sabah al-Ahmed proposa de substituer à un pacte unique une série d'accords bilatéraux entre les Etats concernés. Quant aux Saoudiens, ils étaient, depuis le début, réticents à l'égard d'un projet par trop *« iranien »*. Dans une interview à un journal libanais, le prince Fahad avait, trois mois auparavant, souligné *« la nécessité d'une entente arabe préalable à toute alliance avec l'Iran »*. Conforté par un certain soutien des trois autres participants à la conférence (Union des Emirats, Qatar, Bahrein), Saoud al-Feisal proposa un compromis : la signature d'un accord de sécurité entre les huit Etats et une coordination accrue de la lutte contre les mouvements démocratiques et révolutionnaires.

Mais la conférence dut s'achever sans qu'aucune résolution n'ait été prise : la nouvelle de la destruction d'un *« Phantom »* iranien au-dessus du Yémen Démocratique le 24 novembre avait rappelé à propos la politique de force de l'Iran dans le sud de la péninsule. Le ministre des Affaires étrangères de Quabous ne cacha pas sa déception. Qualifiant la réunion d'*« improductive »*, il déclara que *« l'atmosphère n'avait pas été propice à la mise sur pied d'une coopération. »*

Le chah doit considérer l'échec diplomatique de Mascate comme un coup d'arrêt à sa politique de pénétration sur la rive arabe du Golfe. Si le maintien des troupes iraniennes en Oman est jugé *« nécessaire devant le regain d'activités du F.P.L.O. »* par certains observateurs, cette présence handicape la diplomatie impériale, donnant le beau rôle au royaume wahabite pour s'affirmer en douceur comme le tuteur politique de toute la partie occidentale du Golfe et ainsi réaliser ce qu'on entend en fait à Riyad par *« entente arabe »*. Forts de la confiance de Washington que leur politique *« modérée »* en matière pétrolière et dans le conflit israélo-arabe satisfait, les Saoud entendent à la fois réduire les conséquences de l'hégémonie militaire iranienne et développer leur emprise sur les sept autres Etats de la péninsule.

Le gel pendant quinze mois des tarifs pétroliers puis la limitation de la hausse de ces tarifs ont été la cause principale qui a conduit l'Iran à revoir ses programmes d'armement et de développement. Une part croissante de la production saoudienne de pétrole brut ne transitera plus par le détroit d'Hormouz que contrôlent entièrement les forces impériales. Pour cela un pipe-line de 1 300 km est en construction, qui aboutit à Yambo, sur la mer Rouge. Un projet prévoit que les gisements en cours d'exploration dans le Roub al-Khali seraient reliés à la mer d'Arabie par un autre pipe-line débouchant à Mukalla, la deuxième ville du Yémen du Sud, ou même à la raffinerie d'Aden.

Dans le même temps Riyad renforce son armée. En réplique à l'achat par l'Iran de chasseurs F14 aux Etats-Unis, une commande a été passée de cinquante F15, le nouveau chasseur bombardier de l'OTAN, qu'il sera délicat à Washington de refuser.

Enfin l'Arabie saoudite consolide son influence dans ses *« protectorats »* traditionnels : Nord-Yémen, Union des Emirats, Bahrein et Qatar où a été imposée récemment la désignation d'un prince héritier pro-saoudien après que l'héritier présomptif et ministre du Pétrole, Abdel Aziz Bin Khalifa, ait déplu lors de la Conférence de Doha en adoptant (en parfait hôte ?) les positions *« maximalistes »* de la majorité des membres de l'O.P.E.P. Comment ne pas voir la main de Riyad dans la suppression du Parlement koweitien qui, survenue un an après celle du Parlement de Bahrein, mettait fin aux *« expériences démocratiques »* dans les monarchies du Golfe. Et pour que les choses soient bien claires, l'armée saoudienne a occupé en avril l'île koweitienne d'Oum Al-Maradem, montrant ainsi aux Sabah les limites de leur autonomie.

Dans la foulée de ses succès diplomatiques et politiques dans la péninsule comme au niveau inter-arabe, le royaume pourrait envisager d'imposer, le moment venu, une solution de rechange à la présnce iranienne en Oman. Envoi d'une force internationale ? Arabe ? Islamique ? Les combinaisons sont nombreuses qui permettraient en fait aux Saoudiens de se substituer au chah pour maintenir en vie le régime du sultan. Ce dernier jusqu'à ce jour n'a fait confiance qu'aux Pahlevi dont il vénère l'efficacité cynique qu'il oppose aux hésitations des dirigeants arabes. Cela pourrait changer dès que les méthodes discrètes du régime de Riyad s'avèreront capables de remplacer celles de boxeur tapageur du chah. C'est pourquoi, bien que le F.P.L.O. et le Yémen démocratique se trouvent aujourd'hui directement confrontés à la puissance iranienne, il ne faut pas perdre une occasion de dénoncer l'action et les visées de la réaction saoudienne.

Sur le front militaire

Au rythme de quelques opérations chaque mois, le F.P.L.O. poursuit ses activités militaires dans les régions est et centre du Dhofar. Parmi les affrontements les plus violents ou qui se sont déroulés dans des zones qui n'ont jamais cessé d'être sous le contrôle ennemi :

— l'embuscade tendue le 11 octobre 1976 à une Landrover ennemie à Wadi al Ghazi, sur la route côtière Salalah-Mirbat. Les occupants parmi lesquels un officier britannique de rang élevé ont été tués ;

— l'attaque d'une unité du sultan le 27 janvier 1977 à Wadi Jenin, lieu situé à 15 km à l'est de Salalah. Le commandant d'origine baloutche a été tué ;

— l'embuscade tendue à un convoi militaire ennemi, composé de 2 Land-rovers et d'un Bedford, le 8 juin 1977 sur la route entre Fasha'a et Dis Hon dans la région centrale du Dhofar. Les combattants du F.P.L.O ont tiré sur le convoi avec des armes légères et des mortiers pendant un quart d'heure. Les trois véhicules ont été détruits, un grand nombre de ses occupants tués ou blessés. L'ennemi a reconnu la perte de 2 véhicules et la mort de 3 de leurs occupants. Par représailles il effectua des pilonnages d'artillerie dans la région où avait eu lieu l'embuscade. Les combattants restèrent sur place pour protéger la population, puis se retirèrent sans avoir eu de pertes.

Le Comité de soutien à la révolution en Oman vient d'éditer et diffuse un nouveau disque 33 tours, 30 cm, « CHANTS REVOLUTIONNAIRES D'OMAN ». L'album comprend dix nouvelles chansons interprétées par les élèves des écoles du F.P.L.O. Les paroles de ces chansons figurent en arabe et en français sur la pochette.

Prix de vente public : 37,50 F. Commandes directement au comité : 30 francs l'exemplaire + 5 francs de frais d'envoi, quelle que soit la quantité commandée. Tarifs de port pour l'étranger adressés sur demande.

Pour recevoir la liste du matériel diffusé par le comité et le tarif des abonnements à OMAN EN LUTTE (pour la France, prix de l'abonnement pli ouvert : 30 F). Ecrire au :
Comité de soutien à la révolution en Oman,
14, rue Nanteuil, 75015 PARIS.
Téléphone : 531-43-38.
C.C.P. n° 213 150 PARIS.

OMAN EN LUTTE, Direct. Pub.: M. Pellas.
Commission paritaire n° 57583 - Dépôt légal : 3e trimestre 1977.
Impression GERMINAL 246 80 18.

Bibliothèque de Sciences Po